

Communiqué de presse

Fidèle à l'accord de Doha, l'Afghanistan n'osera rien faire même s'il partage une frontière avec la Palestine !

Selon l'agence de presse ISNA, l'adjoint politique du premier ministre afghan, qui s'était rendu à Téhéran pour participer à la cérémonie de serment du nouveau président iranien. Lors de cette rencontre, il a évoqué la cause de la Palestine : « L'Afghanistan, avec la République islamique d'Iran, soutient le peuple opprimé de Gaza, et peut-être que si nous avons partagé une frontière avec le régime d'occupation, nous serions entrés en guerre avec les sionistes pour défendre le peuple opprimé de Gaza ».

L'adjoint politique du Premier ministre a déclaré ces mots à un moment où l'accord de Doha, associé à certaines idées politiques illégitimes, a lié les mains du gouvernement afghan dans son dos, à tel point que même si l'Afghanistan était géographiquement proche de la Palestine, il n'aurait pas pu prendre de mesures contre l'entité sioniste. Dans l'accord de Doha, les États-Unis ont obtenu des engagements fermes de la part du régime en place qui « n'autorisera aucun de ses membres, d'autres individus et groupes, y compris Al-Qaïda, à utiliser le sol afghan pour menacer la sécurité des États-Unis et de leurs alliés ». Avec cet accord, l'Amérique protège également ses alliés du risque d'être attaqués. De son côté, l'entité sioniste est considérée comme le plus grand allié de l'Amérique.

Par conséquent, en vertu de la fidélité à cet accord, si l'Afghanistan partageait une frontière avec la Palestine, les justifications de ses dirigeants n'auraient pas été différentes de celles des dirigeants de l'Égypte et de la Jordanie. Bien que ces pays disposent de capacités militaires et de forces armées plus puissantes que celles de l'Afghanistan, ils continuent d'invoquer leurs intérêts économiques et leurs accords politiques pour justifier leur refus de soutenir le peuple palestinien. L'Égypte a signé le traité de paix de Camp David avec « Israël » en 1978, et la Jordanie a signé le traité de Wadi Araba en 1994, sur la base duquel ils se sont engagés à ne pas menacer « Israël » et à garantir divers types d'engagements avec « Israël ».

La politique étrangère pragmatique et économique du gouvernement afghan est l'un des facteurs qui l'ont empêché de mettre en œuvre l'Islam de manière globale et de tendre la main aux opprimés. Dans le cadre de cette politique, la plupart des valeurs sont mises de côté alors que les intérêts économiques sont prioritaires. C'est sans aucun doute à cause des politiques axées sur l'économie ainsi que des intérêts personnels et nationaux que les pays limitrophes de la Palestine ont été contraints de trahir les musulmans de Gaza. L'Amérique fournit une aide financière à la Jordanie et à l'Égypte pour assurer la sécurité de l'entité juive. Le Liban et la Syrie poursuivent leur trahison en s'appuyant sur l'argument des intérêts nationaux et d'une politique axée sur l'économie. Dans le même temps, l'Islam a reconnu sa politique étrangère basée sur la transmission de l'Islam par la Da'wa et le Jihad.

Aucune excuse ne peut empêcher les dirigeants des pays islamiques de tendre la main au peuple opprimé de Palestine. Si le fait de ne pas partager de frontière avec la Palestine est une excuse pour ne pas l'aider, il convient de noter que l'Afghanistan a des frontières avec le Tadjikistan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan, où les valeurs et les rituels islamiques sont interdits et où les musulmans sont emprisonnés et torturés simplement parce qu'ils pratiquent l'Islam. À la suite de l'interdiction du hijab par le gouvernement du Tadjikistan, vous avez peut-être entendu les voix des jeunes filles musulmanes du Tadjikistan qui se sont adressées à l'Afghanistan en criant « Wa Mu'tasema ». Nous avons également une frontière commune avec le Turkestan oriental, un territoire occupé par le gouvernement communiste chinois dont la population est torturée et réprimée comme celle de Gaza, mais le gouvernement afghan affirme qu'il est attaché à la politique d'« une seule Chine » et accueille chaleureusement les délégations chinoises.

Par conséquent, si les dirigeants de l'Afghanistan ne respectent pas leur piété et ne cessent pas de faire des déclarations diplomatiques et superficielles, ils rejoindront bientôt la caravane des autres dirigeants des pays islamiques. Ils devraient éviter d'utiliser des justifications non islamiques semblables à celles d'autres dirigeants musulmans - qui complotent des Makr (plans) avec leur propre peuple. Ils doivent craindre les Makr (plans cachés) d'Allah (swt) car Allah est le meilleur des Mâkirîn. Il faut savoir que, tout comme le soutien aux opprimés est obligatoire pour les détenteurs du pouvoir, l'établissement du Khilafah (califat) est également obligatoire pour eux, car le Khilafah défendra la terre et l'honneur d'Allah et le sanctuaire des musulmans comme une forteresse d'acier. Par conséquent, il est de la responsabilité islamique des gens de pouvoir de rompre ces engagements (Mishaq) qui sont en contradiction flagrante avec l'engagement (Misaq) d'Allah (swt)

en établissant le deuxième Khilafah bien guidée afin qu'Allah (swt) vous couvre de Son Nasr et rende vos pas fermes..

﴿يَا أَيُّهَا الَّذِينَ ءَامَنُوا إِن تَنصُرُوا اللَّهَ يَنصُرْكُمْ وَيُثَبِّتْ أَقْدَامَكُمْ﴾

“Ô croyants ! Si vous défendez Allah, Il vous aidera et affermira vos pas..” [Muhammad: 7]

Bureau des médias du Hizb ut Tahrir dans la Wilaya d'Afghanistan